

Print

Que penser de la menace voilée de Macron sur Brut?

Par [Dominique Muselet](#)

Mondialisation.ca, 18 décembre 2020

Url de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/que-penser-de-la-menace-voilee-de-macron-sur-brut/5652132>



En réponse à une question du journaliste de Brut sur les élections présidentielles de 2020, [Macron a répondu](#) : « *Peut-être que je ne pourrai pas être candidat. Peut-être que je devrai faire des choses dans la dernière année, dans les derniers mois, dures, parce que les circonstances l'exigeront et qui rendront impossible le fait que je puisse être candidat.* » Une déclaration sibylline et quelque peu menaçante qui n'a évidemment pas du tout intéressé les médias officiels mais qui a fait couler beaucoup d'encre sur les médias sociaux et dans la dissidence, comme j'appelle tout ce qui met en furie l'Establishment.



Vrai ou fake

Je ne pensais pas que Sud radio faisait partie de la dissidence, jusqu'à ce que ce media soit épinglé par l'émission [Vrai ou fake](#) de France info, la TV de Macron. Cette émission s'est donné pour mission de ramener vers le droit chemin de la Pensée unique, les brebis égarées dans le « complotisme » (en clair, qui doutent des versions officielles). Ces fake journalistes, mais vrais propagandistes, vont, dans leur zèle, jusqu'à poser de malheureux lycéens-potiches sur le plateau pour les endoctriner en public et servir d'exemples à tous les jeunes qui seraient tentés d'écouter les sirènes de la déviance. Un spectacle écœurant !



Donc, le 10 décembre, les petits soldats du ministère de la Vérité de France-info ont lancé l'anathème sur tous ceux qui osent exprimer une opinion différente de la version du gouvernement sur l'épidémie de Covid et sur tous ceux qui osent leur donner la parole comme **Sud radio** et **André Berkoff** qu'ils ont accusé de voyager « *avec allégresse dans ce monde de désinformation* ». Plus aveugles que le clergé catholique sur la disparition de la foi, ces fanatiques de la Pensée officielle ne comprennent pas pourquoi malgré, tous leurs efforts, « *la galaxie fake-news est en expansion* ». Qui sait quelle inquisition ils nous préparent pour en venir à bout...



L'ambition des nouveaux maîtres du monde

C'est donc le « dissident » André Berkoff qui invite, le 14 décembre, [Olivier Piacentini](#), un ancien banquier qui vient de publier « [Le mirage mondialiste – Comment l'oligarchie manipule l'opinion](#) ». Il nous explique, en deux mots, comment le système néolibéral fonctionne : « *Les Etats se surendettent de plus en plus pour pallier aux effets de la mondialisation (déindustrialisation, chômage, etc), donc peu à peu les Etats s'appauvrissent, les grands groupes s'enrichissent et tiennent les Etats en dépendance par la dette* ».

Ce rapport de force très favorable aux nouveaux maîtres du monde, ceux qui ont l'argent, décuple leur ambition de s'emparer du pouvoir politique. Cela se fait de manière insidieuse parce que les peuples ne sont pas d'accord.

Face-à-face : Comment l'oligarchie manipule l'opinion le mirage mondialist...



Et on les comprend ! C'est bien beau la société de consommation, des loisirs et du divertissement, tant qu'on a de l'argent. Mais à mesure que le travail passe en Asie, où il revient moins cher aux multinationales, nous avons de moins en moins de pognon, comme dit Macron. D'après [Philippe Herlin](#), les Français ont perdu 25% de leur pouvoir d'achat depuis les années 1980.

Aujourd'hui, constate Olivier Piacentini, les Français ne sortent plus de chez eux et les grands groupes ponctionnent ce qui leur reste d'argent après que l'Etat soit passé, grâce notamment aux abonnements (internet, portable, netflix, etc.)

Le moins qu'on puisse dire est que notre ex-banquier ne porte pas l'Union Européenne dans son cœur. C'est, selon lui, un « *laboratoire du futur gouvernement mondial. Conçue pour assurer la prospérité de l'Europe et lui donner les moyens de rivaliser avec la Chine, la Russie, les Etats-Unis* », elle est, en fait, au service des multinationales comme Gilead (à qui elle a acheté sans sourciller pour un milliard d'euros de Remdesivir nocif !) et ne fait même pas le poids devant une puissance moyenne comme la Turquie...

Cependant tout n'est pas perdu, nous affirme-t-il. Devant la montée des populismes, les puissances d'argent accélèrent leur programme et du coup, elles se démasquent (pendant qu'elles nous masquent, on appréciera l'humour de la situation !!!) et deviennent plus faciles à combattre.

Les « choses dures »

Mais revenons à nos moutons, à savoir la réponse « *subliminale et très mystérieuse* » que Macron a faite à Brut. Pour Olivier Piacentini, il ne peut pas s'agir des contre-réformes habituelles (retraites, chômage, droit du travail, privatisations). Cette manière de dépouiller les Français est de la routine pour Macron, ses homologues et ses commanditaires depuis 50 ans, il doit s'agir de quelque chose d'inédit, de grandiose, en un mot de jupitérien.

Quelque chose qui mette la dernière touche au « *projet de Macron* », c'est-à-dire « *au projet de ceux qui ont financé sa campagne, à savoir les grandes multinationales* », c'est-à-dire au projet « *d'exproprier les Français de leur travail et de leur indépendance économique* », comme on le voit avec l'interdiction de travailler faite aux commerçants, à la culture, aux restaurants, etc.



Alors ? Eh bien Olivier Piacentini pense « *qu'il va être amené dans les prochains mois à déclencher la Directive européenne BRRD* » que Sapin a fait rentrer dans la loi française en 2015 (Macron était alors ministre de l'économie) et qui permet à l'Etat de se servir directement dans l'épargne de Français pour renflouer les banques. « *L'information est passée en toute discrétion* » note [le Figaro](#). Quelle surprise !

Le site [Thaïlande.fr](#) s'est ému de ce qu'il a qualifié d'« *épée de Damoclès sur l'épargne des Français* » et, ironie du sort, leur conseille de déposer leurs économies dans les banques thaïlandaises pour les soustraire à la rapacité de l'aristocratie stato-financière occidentale.

En fait, la formule n'est pas tout à fait inédite. L'Union européenne l'a testée à [Chypres](#). Vous vous souvenez ? Quand les Chypriotes ont été dépouillés nous n'avons rien dit, nous n'étions pas Chypriotes. Quand la Grèce a été pillée et les Grecs réduits à la misère noire, nous n'avons rien dit non plus, nous n'étions pas Grecs. Maintenant c'est notre tour, hélas, comme dit le pasteur Niemöller, « [il ne reste plus personne pour dire quelque chose](#) ».

Il faut reconnaître que c'est tentant. Selon la Banque de France, le montant total de l'[épargne des ménages](#) s'élevait à 5 367 milliards

d'euros au troisième trimestre 2019. Et il n'a fait qu'augmenter avec l'épargne « forcée » des consommateurs, enfermés chez eux pendant l'épidémie et de plus en plus inquiets pour l'avenir.

Début avril, les députés PS ont ouvert la danse en proposant « un [prélèvement exceptionnel de solidarité](#) sur les encours d'assurance-vie supérieurs à 30.000 euros ».

Même les quelques sous que les plus modestes d'entre nous ont déposés sur des livrets A ne sont pas à l'abri. « Est-ce que l'Etat pourrait dire demain je prends [10% sur tous les livrets A](#)? En termes de prélèvement fiscal, rien ne l'interdirait », assure Philippe Crevel.



Capture d'écran : [Distribution de nourriture organisée par les Restos du cœur, place de la République](#), à Paris, le 11 avril.

Le principe de précaution et le grand inquisiteur

Olivier Piacentini, qui se défend à plusieurs reprises d'être complotiste, note avec finesse que « l'hystérie covid frappe surtout les pays sous domination étasunienne ». Eh oui, comme par hasard, elle est surtout orchestrée dans les pays d'Europe encore prospères dirigés par des adeptes fanatiques du néo-libéralisme à la solde des multinationales. Autrement dit, les pays les plus susceptibles de constituer le fer de lance d'un gouvernement mondial au service des monopoles privés.

Et comme par hasard, il se trouve que les populations de ces mêmes pays sont soumises au *Principe de précaution*. Les sociologues Jean-Claude Paye et Tülay Umay analysent, dans un excellent article intitulé [Coronavirus : une nouvelle inquisition](#), toute la perversité de cette invention des dirigeants occidentaux pour fuir leurs responsabilités et se protéger des peuples qu'ils spolient toujours davantage.

Apparu dans les années 1970 en droit allemand, le [principe de précaution](#) a depuis lors été inscrit au niveau international dans de nombreux traités, au niveau européen dans le traité de Maastricht, et au niveau national dans l'ordre juridique interne de certains États membres.

Voilà ce que nos deux sociologues en disent :

« Nous sommes ici dans l'incertitude d'un risque, dont la réalisation est elle-même incertaine. Le principe de précaution nous interdit de penser. Il s'oppose à toute possibilité d'observation, en supprimant la notion même de causalité, comme succession temporelle de causes et d'effets. Sous la forme du délire, le discours sur la coronavirus colonise notre vie individuelle et notre réalité sociale. Il fonde un nouveau Réel, il porte sur quelque chose dont nous ne pouvons rien dire et sur lequel nous n'avons pas de prise ».

Nous constatons tous que cette épidémie, en nous privant de notre liberté et de notre libre-arbitre, nous réduit à l'état de troupeau, comme

« à chaque fois que la population s'est trouvée totalement démunie, placée dans une position de détresse par rapport au pouvoir. La détresse des individus résulte d'une perte des repères et surtout d'une impossibilité de faire face, de dire non aux injonctions qui leur sont adressées. Confrontées au fait de « ne pouvoir attendre l'aide de personne », les populations sont alors plongées dans une radicale impuissance ».

Jean-Claude Paye et Tülay Umay comparent notre situation à celle qui est décrite dans *Les frères Karamazov*. Dostoïevski,

« en situant l'action dans la période historique de l'inquisition, fait ressortir une problématique qui rappelle étrangement ce que nous vivons présentement. L'organisation de l'inquisition repose sur le personnage du grand Inquisiteur qui considère l'humanité comme un troupeau. Il conçoit que l'homme ne peut trouver son salut qu'en renonçant à sa subjectivité et en se dépersonnalisant.

Si l'humanité doit être réduite à l'état de troupeau docile, l'individu, en déléguant sa liberté au grand inquisiteur, redevient un « infans », coupable de renoncer à sa liberté. Il devient alors complètement dépendant d'un pouvoir qui lui dicte sa conduite. Si bien que le grand Inquisiteur peut affirmer : « Oh, nous arriverons à les convaincre qu'ils ne deviendront libres qu'au moment où ils renonceront pour nous à leur liberté et ils se soumettront ». Dans cette « pandémie », il est signifié aux individus qu'ils ne redeviendront « libres » qu'au moment où ils auront acceptés le vaccin et qu'ils auront abandonné toute volonté d'avoir une maîtrise de leur existence. »

Le gouvernement de la terreur

[Geoffroy de Lagasnerie](#) explique, dans une interview à Reporterre, comment Macron met en place un gouvernement par la terreur :

« Macron détruit tout ce qui protège de l'exposition au pouvoir arbitraire, par plein de petites réformes : le démantèlement du droit de travail qui a augmenté la soumission des employés à leurs patrons, l'augmentation du pouvoir des préfets pour le contrôle des manifestations, l'accroissement des possibilités de rétention... Le macronisme démantèle les protections juridiques, syndicales... Et il expose les individus à de plus en plus de pouvoirs arbitraires : le pouvoir du patron, le pouvoir du préfet, le pouvoir du ministre, le pouvoir du directeur d'établissement... Cette multiplication des petits pouvoirs soumet les individus à une forme de terreur continue, la peur des sanctions qu'on peut subir si l'on dévie, si l'on conteste, si l'on est indocile.

Et la peur du policier dans la rue... ajoute Hervé Kempf de Reporterre,

Et bien sûr, la peur du policier. Quand vous multipliez les zones dans lesquelles les sujets politiques sont terrifiés, vous les soumettez à un ordre psychique extrêmement puissant en termes de conformation. La conséquence de cela à long terme est de ne même plus voir qu'il y a des problèmes parce que les gens se seront entièrement autocensurés ».

Et Lagasnerie de conclure : « *Le macronisme fonctionne à l'élimination systématique — sociale, pénale, carcérale, économique — des indésirables ».*

C'est aussi ce que semble penser le [Dr Ebstein](#) qui a été convoqué par le Conseil de l'ordre, en juin dernier, pour avoir refusé d'appliquer le protocole sanitaire des 4D : Doliprane, Domicile, Dodo, Décès.

Conclusion

L'instrumentalisation de l'épidémie pour tétaniser et terroriser les populations a permis aux puissances d'argent d'engranger des profits considérables aux dépens des populations paralysées et d'augmenter leur pouvoir. Elle a permis de réduire les libertés individuelles et d'habituer les populations à vivre sous la botte de la police, au gré d'ordres arbitraires et iniques. Si cela ne suffit pas à faire passer des « *choses dures* », il reste toujours à Macron l'Article 16 qui donne les pleins pouvoirs au président de la République.

A condition qu'il ne perde pas l'appui de la police et/ou de l'armée, il pourra alors faire absolument tout ce qui lui plaît, pas seulement des petites sauteries entre hommes à l'Élysée en plein couvre-feu, mais « repousser » les élections présidentielles, instaurer un état d'urgence illimité et, pourquoi pas, mettre en place une dictature à la chilienne.

« *Ces gens-là n'ont donc pas de conscience !* », s'indignait dernièrement un de mes amis. Eh non ! Lord Acton nous avait prévenus : « *Le pouvoir tend à corrompre et le pouvoir absolu corrompt absolument* ».

Si donc y a des élections et que Macron ne puisse pas se représenter tant il s'est fait haïr des Français, il n'aura pas tout perdu pour autant. Outre que ses amis banquiers le récompenseront généreusement pour ses bons et loyaux services, l'histoire ne l'oubliera pas à la différence de Sarkozy et Hollande, les présidents petits bras à *usage unique* qui l'ont précédé.

Pour être célèbre, il est, en effet, infiniment plus sûr d'être un super héros du mal que du bien. Comme dit William Shakespeare : « *Le mal que fait un homme vit après lui ; souvent ses bonnes actions vont dans la terre avec ses os* ».



Voyez Néron...

Dominique Muselet

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Copyright © Dominique Muselet, Mondialisation.ca, 2020